



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Administratif des Installations Classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 9 mai 2023

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-00037 du 09/05/2023

portant mise en demeure à la société PAPETERIES DU LÉMAN S.A
située sur la commune de Publier de se conformer aux dispositions
de l'article 4.7- I et -II de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2020.

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L.171-8 et L.514-5 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1059 du 20 avril 2009 autorisant la société PAPETERIES DU LÉMAN S.A à exploiter un établissement de fabrication de pâte et de papier sur la commune de Publier au 1080 rue des vignes rouges, à Publier (74500) ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 6 avril 2023, transmis à l'exploitant par courrier en LRAR n° 1A 201 522 9832, en date du 7 avril 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence observation de l'exploitant.

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection réalisée le 20 mars 2023, les prescriptions de l'article 4.7-I de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2020 sus-mentionné, portant sur les capacités de rétention des produits chimiques, ainsi que sur la compatibilité des produits aux réservoirs qui leur sont associés, ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que ces non conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment en cas de pollution accidentelle, en raison de la dangerosité des produits considérés ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La Société PAPETERIES DU LÉMAN S.A, dont l'établissement est situé 1080 rue des vignes rouges à Publier (74500), est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 4.7-I de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2020.

- Cette prescription devra être respectée sans délai, à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant la capacité de rétention dans le magasin spécifique aux acides et bases fortes.
- Cette prescription devra être respectée sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant la capacité de rétention des produits chimiques dans le magasin chauffé et concernant les incompatibilités de produits.

Article 2

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du même code, et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;
(...)
2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1^o du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;
(...)
3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

Si à l'expiration du délai fixé, les dispositions faisant l'objet du présent arrêté préfectoral n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues par cet article, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1^o par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 4

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Publier.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT